

DU FÉDÉRALISME...

A l'occasion du plébiscite pour ou contre la «*Nouvelle Europe*», François HOLLANDE a appelé les militants du P. S. au respect de la discipline... prussienne et vaticane!... Autrement dit au respect des règles du «*centralisme démocratique*» qui veulent que lorsqu'une décision est prise à la majorité, au moins théorique, il ne reste plus aux militants, sous peine de sanction, qu'à appliquer ou «*fermer leur gueule*».

On est loin du mode de fonctionnement de feu la S.F.I.O. Du temps de Jean Jaurès et de Léon Blum, le parti était organisé en sections locales fédérées au plan départemental, dans lesquelles les adhérents élaboraient la politique du parti. La C.A.P. (*Commission Administrative Permanente*), comme son nom l'indique, gérait le parti, parfois concurremment avec le «*groupe parlementaire*».

Autrement dit, la S.F.I.O. était une organisation fédéraliste dans laquelle chaque organisation constituante conservait une large autonomie avec, en prime, le droit aux «*tendances*» possédant leur propre journal.

Comme on peut le constater, on était loin du concept «*ein Volk, ein Fuhrer*» (1).

Mais, reconnaissons-le, de la part d'hommes qui aspirent à la «*conquête du pouvoir politique*», c'est-à-dire à prendre la place, momentanément occupée par d'autres, ce souci de discipline ne manque pas de logique. Mais, au plan syndical, qu'en est-il?

La C.G.T.F.O. qui se voulait la continuatrice de la «*vieille C.G.T.*» est, de par ses statuts et sa tradition, fondée sur le fédéralisme. La Confédération (en langage branché: la «*conf*») fédère les «*Unions Départementales*» et les «*Fédérations nationales*» qui sont ses adhérentes.

Les Unions Départementales et les Fédérations Nationales fédèrent les syndicats qui sont leurs adhérents.

Les syndicats, quant à eux, organisent les syndiqués. Chacune des organisations «*confédérées*» bénéficiant d'une large autonomie.

Or, il me revient que l'actuel secrétaire général aurait, parallèlement à François Hollande dans le P. S., écrit à certains secrétaires d'U.D. dont les instances auraient décidé d'appeler à voter NON à un texte qui tend à instaurer en France et en Europe un ordre corporatiste, une lettre leur rappelant la résolution du dernier *Comité Confédéral National*, résolution adoptée, par ailleurs, dans des conditions qui mériteraient d'être élucidées.

Je ne suis pas certain que Jean-Claude MAILLY soit totalement conscient de la portée de sa démarche, mais il me faut bien, hélas, constater qu'elle s'inscrit dans un processus totalitaire. Il est vrai que dans un communiqué confédéral intitulé: «*Après le résultat du référendum*», on peut lire:

«... Comme Force-Ouvrière l'exprime régulièrement depuis plusieurs années, une réorientation de la construction européenne est indispensable, faisant du progrès social par l'harmonisation vers le haut une priorité, ce qui suppose en particulier de lutter contre le dumping fiscal et social et de réformer réellement le pacte de stabilité et de croissance...».

Comme si le vote NON du 29 mai n'exprimait pas un rejet pur et simple de «*l'Europe Chrétienne*» chère à Hollande et Delors. On peut, en outre, penser que le refus électoral de l'Union Européenne annonce des événements d'une toute autre ampleur auxquels les collaborateurs des institutions de Bruxelles feraient bien de réfléchir.

Fort heureusement, la France n'est ni la Russie tsariste, ni l'Allemagne de Weimar, et, de surcroît, Jean-Claude aurait tort de sous-estimer la signification du vote des treizes organisations qui se sont «*abstenues*» sur le vote de la résolution générale lors du dernier C.C.N.

Alexandre HÉBERT.

(1) Conformément aux mœurs totalitaires qui tentent de s'instaurer progressivement dans le «*4ème Reich*», les opposants au Premier Secrétaire, François Hollande, se sont vu évincés de la «*direction*» du P.S. A quand la «*nuit des longs couteaux*»?

LETTRE OUVERTE D'UN PARENT D'ÉLÈVE LIBRE PENSEUR À MR LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE... ET DES CULTES...

Monsieur le Ministre,

Je vous fais une lettre que vous lirez peut-être si vous avez le temps et que dieu (sa sainteté «républicaine» voudra bien m'excuser, je ne mets jamais de majuscule à dieu, ça écorche ma plume!) vous prête vie. Je vis une bien cruelle expérience pour un mécréant, les premiers pas de mon fils au collège.

Tout a commencé dès le mois de septembre, le fruit des entrailles de mon épouse, qui je vous prie de le croire, est pleine de grâce, laisse échapper de son sac une enveloppe. Elle lui avait été remise la veille par son professeur principal, il avait omis de me la remettre. En éducateur averti et attentif, je le réprimande avant, fébrile d'ouvrir l'enveloppe qui ne peut que contenir un pli des plus importants pour l'instruction de ma chère petite tête brune. Quelle ne fut pas surprise (surprise qui s'est vite transformée en indignation) en découvrant une invitation à participer aux activités de l'aumônerie catholique! Ainsi, des fonctionnaires d'Etat, enseignants de surcroît, sont-ils réquisitionnés pour de la propagande cléricale.

Passons maintenant à une lecture attentive du manuel d'histoire de mon fils. Pour votre gouverne, il s'agit «d'*Histoire Géographie 6ème*», sous la direction de Martin Ivernel chez Hatier. Au chapitre sur «*les premiers hébreux*», les élèves (catéchumènes?) sont invités à répondre aux questions suivantes: *Quel miracle accomplit Moïse? Où dieu parle-t-il à Moïse? Comment appelle-t-on les paroles qui étaient gravées sur les tables de la loi? Qui les a dites?*

Ce ne sont que quelques exemples parmi de nombreux autres de questions pour le moins tendancieuses censées amener l'élève à affirmer la véracité de toutes ces fables. Vous conviendrez, avec moi, Monsieur le Ministre (du moins je l'espère), qu'il eut été judicieux d'utiliser le conditionnel plutôt que le présent de l'indicatif dont tout élève entrant au collège n'ignore pas que ce temps indique un fait avéré.

On peut également lire les passages suivants: «*Le premier temple de Jérusalem a été construit sous le règne de Salomon, pour abriter l'arche d'alliance contenant les tables de la loi (...) A Jérusalem, il reste une partie du mur d'enceinte du temple, le mur des lamentations*».

Comment peut-on lire de telles inepties sous la plume de soit disant historiens? Monsieur le Ministre, vous qui êtes un homme cultivé, comme il se doit à qui a la haute mission d'assurer l'instruction des enfants de la République, sans doute avez-vous lu «*La bible dévoilée*» de Israël Finkelstein et Neil Asher Silberman qui s'appuient sur les plus récents travaux archéologiques. A la lecture de cet excellent ouvrage, il est loin d'être évident que l'existence même du roi Salomon (et donc à fortiori de son temple) soit une vérité historique indiscutable. Une chose est en revanche certaine: il n'est pas un archéologue digne de ce nom qui ose prétendre que le mur des lamentations soit une partie du temple de Salomon.

Je passe rapidement sur une présentation de Jésus en tant que personnage historique alors qu'aucun témoignage historique digne de foi (sans mauvais jeu de mot !) ne corrobore ce qui demeure une hypothèse. Pas une ligne chez Juste de Tibériade, historien du 1er siècle, de même que chez Philon, quant à Flavius Josèphe, il est bien délicat de faire la part des choses entre les écrits de sa main et les écrits apocryphes.

Alors histoire ou catéchisme?

Pour faire bonne mesure, la bible est étudiée en littérature. Quelles qualités littéraires peut-on trouver à un ouvrage sans aucune unité de style écrit à des époques très différentes par des auteurs variés plus ou moins «*inspirés*»? Quant au contenu, parlons-en: des tours de magie minables qui ne peuvent tenir la comparaison avec les exploits du célèbre Harry Potter, des tirades misogynes, des scènes de violence et de barbarie des plus crues, croyez-vous Monsieur le Ministre que ce soit un livre à mettre entre les mains de jeunes enfants? J'en doute.

Je connais bien l'argument des Debray, Lang et autres prêcheurs de l'enseignement du fait religieux, comme quoi nos enfants seraient d'une grande inculture religieuse et, par là même, incapables de comprendre la culture occidentale.

Je ne suis pas persuadé qu'il soit nécessaire d'être fin théologien pour apprécier l'œuvre de Michel Ange (l'exemple des ecclésiastiques barbouillant le plafond de la chapelle Sixtine pour cacher des sexes qu'ils ne sauraient voir, tendrait à prouver le contraire), pas plus qu'il faille être ingénieur agronome pour s'émerveiller devant les tournesols de Van Gogh ou docteur en gynécologie pour comprendre «*l'origine du monde*» de Courbet (l'histoire ne nous apprend d'ailleurs pas si l'artiste a réalisé l'origine du monde en 7 jours...).

Il n'est guère que les mathématiques qui échappent à l'enseignement du fait religieux. C'est bien dommage, imaginez les trésors d'ingéniosités que devraient mettre en œuvre nos apprentis mathématiciens pour mettre la trinité en équation! Je n'ose ironiser sur le fait religieux et les sciences de peur de devoir un jour en pleurer si en France, à l'instar de ce qui se passe déjà dans certains états d'Amérique, le créationnisme était enseigné au même titre que le darwinisme.

Mais le pire restait à venir avec la mort de Karol Wojtila. Le lundi suivant son décès, mon fils rentre du collège m'annonçant que les drapeaux avaient été mis en berne pour honorer la mémoire du pape. Croyant à une erreur, j'explique doctement la loi de 1905 et la séparation de l'Église et de l'État. Comme mon fils persiste à accuser les autorités républicaines de trahison de la laïcité (graine de mécréant va!), je pars en quête d'informations. Je découvre alors une circulaire de Monsieur Quenet, Recteur de l'Académie de Paris, adressée à tous les établissements scolaires du premier et second degré que je vous cite intégralement:

«*Objet: décès de sa Sainteté le Pape Jean Paul II,*

Suite au décès de sa Sainteté le Pape Jean Paul II, le gouvernement a décidé que les drapeaux devaient être mis en berne sur les bâtiments publics.

Cette disposition s'appliquera aux établissements, d'une part aujourd'hui lundi 4 avril 2005, d'autre part le jour de la cérémonie officielle de funérailles célébrées à Rome.

Je vous demande, en conséquence, de bien vouloir prendre toutes les dispositions en ce sens. Maurice Quenet Recteur».

Non seulement, l'hommage officiel de la République à un chef religieux est en complète contradiction avec la loi de 1905 (dont je ne doute pas que vous allez commémorer le bicentenaire pour mieux l'enterrer) mais l'utilisation du terme «*sa Sainteté*» tient de la provocation (sans compter qu'il s'agit d'une erreur puisque le titre officiel du pape est «*souverain pontife*»).

Monsieur le Ministre, trop c'est trop! Au moment où, poursuivant l'œuvre de vos prédécesseurs, vous allégez encore les programmes réduisant l'instruction publique à un SMIC culturel, le catéchisme à l'école ne m'apparaît pas vraiment comme une priorité. Abandonnez toutes votre propagande cléricale et rétablissez les heures de français, de sciences, de mathématiques... qui en instruisant les élèves les prépareront à devenir des hommes éclairés et libres. Mais peut-être n'est-ce pas là votre projet?

Salutations laïques.

Christophe BITAUD.

SANCTO-SUBITO!

Emmanuel Mounier:

Un dénommé Jacques LEGOFF, professeur de droit à Brest, écrit, à la une de *Ouest-France* du 18 mai 2005, un vibrant hommage de Mounier, intitulé: «*MOUNIER OU LE COMBAT POUR LA PERSONNE*».

Il cite Mounier qui en appelait à la «*primauté du spirituel*» qui serait, selon notre distingué professeur: «*Aux antipodes de l'esprit petit bourgeois, de la course à l'argent et à la vie tranquille*», à l'opposé d'un univers «*rétracté, mesquin, vide de toute folie, de tout mystère*».

Ce que Jacques Legoff oublie de nous dire, c'est que le mysticisme «*anti petit bourgeois*», autrement dit le «*personnalisme*» d'Emmanuel Mounier l'avait conduit à assister au premier congrès fasciste italien et à se réjouir en 1940 de l'entrée des nazis en France (2).

Jacques Delors:

Les Partisans du OUI rêvent de l'Europe Chrétienne (3).

Nuit d'adoration vendredi 10 juin, avec Jacques Delors. Quel avenir pour l'Europe Chrétienne? Rendez-vous: 20h. à la paroisse St Séverin (Paris) avec votre sac de couchage et votre tapis de sol. Entrée par le 3, rue des Prêtres. Métro St Michel. Au programme: Enseignement... messe animée... adoration guidée... relais devant Jésus... sacrement de réconciliation... petit déjeuner.

Ancien Ministre de l'Économie et des Finances et ancien Président de la Commission Européenne, Jacques Delors viendra partager avec nous son espérance pour une Europe chrétienne. Il répondra à vos questions. L'intervenant que nous invitons chaque mois est là pour introduire la nuit d'adoration qui constitue le cœur de nos rassemblements à Paris et à Nantes.

Rappelons que Jacques Delors fut «*conseiller social*» de Jacques Chaban Delmas avant d'adhérer au nouveau Parti «*Socialiste*» de François Mitterrand.

SANCTO-SUBITO!

CONFERENCE MONDIALE DE MADRID - MARS 2005

Une délégation de l'Union des Anarcho-Syndicalistes composée des camarades : Christophe BITAUD - Alexandre HEBERT - Marc HEBERT- Bertrand KAMBAN - Joachim SALAMERO - a participé à la Conférence de l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples à Madrid. Ci-dessous la déclaration finale adoptée à l'unanimité.

Délégués du monde entier, dans le respect des organisations auxquelles nous appartenons, nous nous sommes réunis dans la Conférence mondiale de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Au terme de nos échanges, nous estimons de notre responsabilité de poursuivre, au sein de nos organisations respectives et à l'échelle internationale, le débat ouvert dans cette conférence de Madrid (mars 2005).

Dans la diversité de la situation de chacun de nos pays et de chacune de nos organisations, nous l'avons établi: dans un monde marqué chaque jour davantage par la guerre, l'occupation militaire, la remise en cause de la souveraineté des nations, le pillage, par la remise en cause des formes mêmes de la démocratie, y compris l'existence des nations, ce sont les bases mêmes de la civilisation humaine qui sont menacées. Plus que jamais, la classe ouvrière a besoin de disposer de ses propres organisations.

En ce début du XXIème siècle, plus encore peut-être que dans les deux siècles précédents, il ne saurait y avoir de démocratie si les travailleurs se voient nier le droit de disposer de leurs propres organisations, syndicats et partis.

Or, précisément, ce droit sans lequel la démocratie n'est qu'un mot creux, est aujourd'hui remis en cause. Non seulement ce droit, mais les organisations elles-mêmes telles qu'elles ont été édifiées par les travailleurs dans chaque pays à travers des décennies de luttes et de sacrifices, sont menacées dans leur existence même.

Les formes nationales de cette offensive de destruction diffèrent, mais c'est bel et bien une politique mise en oeuvre à l'échelle mondiale et de façon concertée.

Qu'on en juge: au mois de septembre prochain, à l'occasion du Sommet de l'ONU, se tiendra la rencontre dite «Copenhague + 10». Cette appellation fait référence au sommet social de l'ONU tenu en 1995.

Au cours de celui-ci les grandes institutions internationales ONU, FMI, Banque mondiale, GATT, et maintenant OMC, Union européenne, ainsi que de nombreux chefs d'Etat avaient adopté «la Déclaration du Millénaire». Tous, à l'époque, ont déclaré engager la lutte contre la pauvreté. Tous, parlaient d'«humanisation de la mondialisation».

Où est-il leur bilan?

La régression, la remise en cause des droits est partout dans le monde. De 1998 à 2002, 100 millions d'enfants supplémentaires ont été jetés dans l'enfer du travail infantile. Le chômage s'est développé. Guerres et conflits meurtriers font rage partout. Les occupations militaires succèdent aux occupations militaires.

L'emploi industriel baisse dans le monde. Les paysans se voient refuser le droit à la terre. Un continent entier - l'Afrique - est menacé de disparition, d'un génocide par le sida, la famine et la guerre. Et pendant ce temps, les profits de multinationales ne cessent d'augmenter, le marché de la spéculation enfle dans des proportions astronomiques. La pauvreté s'est développée dans tous les pays atteignant les pays les plus industrialisés y compris au coeur de la première puissance mondiale, les Etats-Unis.

Pour tout le mouvement ouvrier, la lutte réelle contre la pauvreté s'identifie à la lutte pour les droits ouvriers. Plus il y a de droits ouvriers, plus il y a de codes du travail, plus nombreuses sont les lois sociales, plus la misère recule. Tous les militants ouvriers savent ce que le système conventionnel et normatif de l'OIT représente comme point d'appui international pour les droits ouvriers dans chaque pays.

Lorsqu'une convention est élaborée au sein des instances de l'OIT, chaque Etat membre de l'OIT en tant qu'Etat-Nation est invité à ratifier ladite convention. Elle est alors inscrite dans la législation sociale, dans le code du travail du pays.

Rappelons que tout au long de son histoire, depuis 1919, l'OIT a adopté 183 conventions, touchant à tous les aspects des droits et garanties des travailleurs.

Faut-il évoquer la convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical; la n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective; la n°100 sur l'égalité de la rémunération; la numéro 103 protégeant les droits de la maternité au travail; la n°111 concernant la discrimination au travail; les n°4,41,89 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie; la n°138 sur l'âge minimum pour le travail des enfants; n°97 sur les droits des travailleurs migrants? Or ce système conventionnel et normatif est aujourd'hui menacé. En 1998, pour la première fois dans l'histoire de cette institution, un président des Etats-Unis, Bill Clinton, a pris la parole devant l'assemblée générale annuelle de l'OIT.

Il est venu promouvoir la «*déclaration des droits fondamentaux*» dont la caractéristique est de substituer aux principes des conventions, du système normatif, des normes contraignantes et de procédures de ratification, des recommandations d'ordre général sans aucune valeur contraignante. La remise en cause des droits collectifs aboutit partout et toujours à l'individualisation et à l'atomisation de la classe ouvrière.

Dans le même mouvement, Clinton avait soutenu la rédaction d'une convention, la n°182, qui, pour la première fois, au nom de la lutte contre les formes les plus intolérables du travail des enfants, légalisait de fait celui-ci en parlant «*d'enfants au travail*» et remettait ainsi en cause la convention 138 qui interdisait le travail des enfants et visait à son éradication.

Dans le prolongement de ce dispositif d'abandon de la procédure conventionnelle s'est constituée, en novembre 2001, au sein de l'OIT, une «Commission de la dimension sociale de la mondialisation».

Selon le rapport présenté en juin 2004 devant la 92ème *Assemblée annuelle* de l'OIT, cette commission se fixe comme tâche d'élaborer des recommandations pour une «*nouvelle gouvernance mondiale équitable et intégratrice des valeurs universelles et des droits de l'homme*». Cette nouvelle gouvernance mondiale devra être mise en oeuvre avec tous les acteurs: gouvernement, parlementaires, entreprises, membres de la société civile, organisations syndicales, organisations internationales.

La Commission fait état dans ce rapport de ses rencontres avec le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'Union européenne, l'ensemble des institutions Bretton Woods. Elle a partout rencontré appui et approbation. Ce rapport de la commission sur la dimension sociale de la mondialisation a également été débattu à l'occasion du congrès de la CISL de décembre 2004 au cours duquel a été décidée la fusion entre la CISL et la CMT. Il fut également l'objet de débats dans le cadre du *Forum syndical mondial* précédent le *Forum social* de Porto Alegre en janvier 2005.

En clôturant ce forum, auquel ont participé les organisations syndicales internationales CISL et CMT, ainsi que la CES et de nombreuses ONG, Emilio Gabaglio, ex-secrétaire général de la *Confédération européenne des Syndicats (CES)* et coordinateur du processus de fusion entre la *Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL)* et la *Confédération Mondiale du Travail (CMT)* s'est prononcé pour que

la prochaine réunion de ce forum du FSM soit le congrès constituant de la nouvelle centrale mondiale, au printemps 2006.

N'y a-t-il pas lieu de s'interroger: avec les alliances recherchées, la future organisation syndicale mondiale unifiée va-t-elle se transformer en organisation non-gouvernementale, spécialisée et compétente pour discuter dans le cadre des institutions du mondialisme? N'existe-t-il pas un danger réel que les organisations des travailleurs se trouvent intégrées dans la prétendue «*gouvernance mondiale*»?

Nous versons au débat du mouvement ouvrier mondial ces interrogations car de toute part on cherche à contraindre le mouvement ouvrier à renoncer à sa mission historique de défense des intérêts particuliers des salariés agissant sur le seul terrain de classe.

Le FMI multiplie les initiatives pour promouvoir le dialogue entre la société civile et le FMI. Lors de la réunion de la *Bridge Initiative* de décembre 2004 à Paris, les «*groupes de travail réunissant le FMI et des organisations de la société civile d'envergure mondiale, notamment le Forum social mondial (FSM), il a été expliqué que les organisations sociales devaient se positionner la fois en dehors des institutions de Bretton Woods (en manifestant dans la rue) et à l'intérieur (en coopérant avec elles chaque fois que cela est possible)*» *Bulletin du FMI pour la Société civile, février 2006.*

Comment serait-il possible que le mouvement ouvrier accepte - que ce soit par l'intermédiaire du FSM ou de toutes autres manières - de se situer à «*l'intérieur*» du FMI, de la Banque mondiale et de «*coopérer*» avec ceux qui s'acharnent à détruire les nations et les peuples. Dans le monde entier, les syndicats se sont toujours constitués pour affirmer l'indépendance organisée des travailleurs face et contre les patrons et les exploiters. Faute de quoi, les organisations syndicales ne pouvaient exister comme organisation indépendante pour défendre les intérêts des travailleurs.

Faudrait-il renoncer à ces traditions séculaires du mouvement ouvrier? Réunis en *Conférence mondiale de l'Entente internationale* nous réaffirmons notre attachement au mouvement ouvrier. Celui-ci, en s'organisant, est né de l'opposition irréductible entre les intérêts des exploiters et ceux des exploités.

Depuis son origine, dans la diversité de ses méthodes d'action, il s'est toujours réclamé du combat à mener afin d'en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production et d'échanges, à la base de l'exploitation capitaliste.

Il combat pour constituer librement ses organisations. Il s'oppose à toutes conceptions qui, au nom de nouvelle «*gouvernance mondiale*» dans le cadre du maintien du régime de la propriété privée, prétend réduire le rôle et la fonction des organisations ouvrières à celles d'une composante de la mondialisation, intégrées à celle-ci. Refusant de céder à la dislocation du système conventionnel de l'OIT, nous avons affirmé dans notre Conférence la nécessité de développer des campagnes pour la défense et l'application effective des conventions de l'OIT:

- Contre la prétention de la Fédération patronale vénézuélienne, la Fedecamara, de faire condamner le Venezuela pour violation de la liberté syndicale, nous soutenons l'initiative de l'UNT en direction du groupe des travailleurs de l'OIT, qui démontre que c'est l'organisation patronale qui viole le droit syndical. Les travailleurs vénézuéliens doivent pouvoir choisir librement le syndicat de leur choix, droit imprescriptible qui se relie à la défense de la souveraineté de la nation.

- Prolongeant la campagne internationale «*pour les droits ouvriers et contre l'occupation en Irak*» nous affirmons que les travailleurs irakiens doivent dans leur pays dévasté par la guerre et l'occupation bénéficier du libre droit à l'organisation.

- Avec les délégués chinois présents dans notre conférence, nous affirmons: les conventions 87 et 98 de l'OIT ont une valeur universelle. Elles doivent valoir pour tous les travailleurs, en Chine comme dans tous les pays.

- Informés de la situation tragique et du danger qui pèse sur Miron Cozma, ancien délégué des travailleurs roumains à l'OIT, nous avons été amenés à nous adresser aux plus hautes autorités roumaines pour que cesse le calvaire de ce dirigeant syndical mineur emprisonné pour avoir respecté son mandat syndical et pour que soient levées toutes les menaces d'emprisonnement contre le dirigeant syndical, Constantin Cretan.

Nous posons la question: n'est-ce pas une terrible indication sur la situation mondiale que d'un point à l'autre de la planète le mouvement ouvrier ait à combattre pour la défense et l'application des conventions 87 et 98 de l'OIT, c'est-à-dire pour le droit à l'organisation distincte des travailleurs pour défendre leurs intérêts spécifiques, pour le droit à la libre négociation?

La question de la terre est centrale pour des milliards d'hommes et de femmes à travers le monde. Le droit à la terre pour ceux qui la travaillent est un droit fondamental.

Nous avons entendu que des mesures ont été prises en ce sens au Venezuela, au Zimbabwe. Des questions ont été soulevées par les délégués brésiliens sur la situation dans leur pays.

Nous affirmons: le mouvement ouvrier authentique se trouve aux côtés des paysans pour que soient mises en oeuvre des réformes agraires véritables.

Dans la diversité de nos origines, nous nous sommes retrouvés dans l'*Entente internationale des travailleurs et des peuples* autour du «*Manifeste contre la guerre et l'exploitation*»:

«Nous sommes conscients que l'avenir sera difficile. Un monde croule. Nous affirmons notre confiance dans la capacité des travailleurs du monde entier à se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, leur capacité à édifier un monde où la collaboration harmonieuse entre les nations et les travailleurs se substituera à ce monde de la barbarie qui monte chaque jour davantage».

Le mouvement ouvrier en ce début du XXIème siècle revendique fièrement les traditions de ceux qui commencèrent à l'organiser il y a plus de 150 ans. Le mouvement ouvrier revendique les principes qui furent communs à toutes les tendances du mouvement ouvrier naissant dans L'*Association Internationale des Travailleurs*:

«L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de toute domination de classe».

Pour cela ils doivent pouvoir disposer librement de leurs organisations. A cette condition et seulement, les travailleurs et leurs organisations pourront mettre en pratique le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier: «*Travailleurs de tous les pays, unissez-vous*».

EN VRAC...

«La seule ligne que doit suivre un journaliste, c'est la ligne de chemin de fer».
Albert LONDRES

Relents de campagne:

Dany Con-Bendit avait raison: qu'est-ce qu'on a pu entendre comme conneries pendant cette campagne du référendum, notamment dans sa bouche. Dans les débuts, du catastrophisme des deux côtés, jusqu'à ce que les propagandistes du «*non*» comprennent qu'il valait mieux prédire que, quel que soit le résultat, la Terre continuerait de tourner autour de son axe et autour du Soleil.

D'une part des affirmations gratuites rampantes, d'autre part des non-dits, des silences tonitruants. La fracture dans le PS par exemple. Avez-vous jamais entendu, pendant ces quelques mois, un commentateur observer que, globalement il y avait d'un côté les sociocléricaux menés par le couple infernal Royal-Hollande (qui sonne comme le nom d'un régiment d'Ancien Régime), le couple familial Delors-Aubry et leurs complices, de l'autre les laïcards? A quelques exceptions près dont Fabius qui a pris des risques dans la perspective de son «*plan de carrière*» (peut-être parce qu'il a eu le pif de sentir venir le «*non*»), son objectif principal étant la présidentielle de 2007. Observer et dire les raisons de cette fracture devait être obscène et c'est sûr, très politiquement incorrect.

Sur la chienlit chrétine

Une soirée de campagne sur la 3, dans l'émission de Mme Kouchner. Elle avait sélectionné quatre cléricaux bon teint deux pour le «*oui*», deux pour le «*non*». José Bové appelait à voter «*non*».. Normal, il devait garder le contact avec ses copains petits patrons agriculteurs de la *Confédération Paysanne*, ainsi qu'avec les obscurantistes anti-OGM. Christine Boutin était aussi pour le «*non*».. Peut-être est-elle plus

souverainiste que catho? Allez donc savoir. Faudrait le lui demander. Mais tous les deux, parmi les cléricaux, ne sont que des troisièmes ou quatrièmes couteaux, comme l'évêque de Pétaouchnock, Gaillot chargé de l'évangélisation des gauchistes, qui ne pouvait se couper de ses ouailles.

En face des deux premiers cités, comme partisans du «oui», il y avait tout de même deux vedettes. Le fringant Jacques Delors, ce soir-là décontracté, profil bas. Il n'avait pas devant lui des salauds de laïcards opposés à «son» Europe vaticane (qu'il essaye de nous vendre en masquant qu'elle est uniquement celle du fric et des cléricaux, qu'elle est inamendable et qu'il faut la casser), mais seulement un frère et une sœur égarés, aptes à comprendre sa charité chrétienne. D'où son onction indulgente.

Enfin, Jean Claude Juncker, premier ministre du Luxembourg, actuel président du conseil de l'Union et qui s'affiche ouvertement comme «*démocrate chrétien*». C'est son droit comme c'est aussi son droit d'essayer de nous piéger avec l'oxymoron (ou «*alliance de mots*») «*démocrate chrétien*».

Je ne mets pas en cause la liberté des chrétiens de s'affirmer démocrates. A chacun ses contradictions. Je me contente de me reporter à leur *Livre Saint le Nouveau Testament* que j'ai lu en entier (quel supplice ! vu l'infantilisme du texte!) une demi-douzaine de fois sans y trouver quoi que ce soit de démocratique. Pire: le héros éponyme, le dénommé Jésus-Christ n'est qu'un charlatan totalitaire!

Nouvelles du front:

Grenouilles. En écoutant la dernière intervention du grand dépendeur d'andouilles de l'Elysée, avant le dimanche du référendum, j'ai cru comprendre qu'il nous prédisait que si le «non» l'emportait il pleuvrait des grenouilles pendant 40 jours. Le «non» l'a emporté, on attend toujours les grenouilles.

Vieux Babouin. Pendant la référendaire on a pu voir Giscard d'Estaing, le président du panier de crabes qui ont pondu ce texte mirobolant apporter devant les caméras un ballon en plastique gonflé sur lequel était écrit Plan B, le piquer pour qu'il éclate et montrer ainsi qu'il n'y avait pas de plan B. Rires dans l'assistance. Techniquement il avait probablement raison, mais les citoyens interrogés qui l'ont vu faire ont bien compris le mépris qu'il leur portait. Plutôt contreproductif, le Vieux Babouin.

Bayou. Malgré son intérêt pour les civilisations fossiles, en nommant Villepin premier ministre et Sarkozy, Ministre d'Etat numéro 2 du gouvernement, Chirac semble avoir oublié un vieux proverbe des Amérindiens Séminoles selon lequel on ne peut pas faire vivre deux alligators mâles dans le même bayou! Chirac serait-il aux abois? A suivre.

Ségoène. Mme Hollande faisait une sacrée sale gueule le soir du 29 mai. Pincée, pâle, horrifiée comme une chaisière de cathédrale agressée par des propos salaces, une tête de sorcière aux dents de vampire, de supermenteuse comme une douzaine d'arracheuses de dents prise à son propre piège. Malgré sa défaite (et je jouis d'y avoir participé) elle s'accrochait à ses mensonges de la campagne, transformait le coup de pied au postérieur qu'elle venait de recevoir, en «*champ de ruines*». La malheureuse! Ceux qui savent... priez pour elle. Il y a tout de même une vie après le «non».

Guerre et paix. La construction de l'Europe nous apporte la paix, c'est par exemple, le discours de Bergeron - qui, le malheureux, n'a jamais réinventé l'eau tiède - auquel je me suis laissé prendre dans les années soixante. Toutefois, un minimum de réflexion et d'examen des faits m'a permis peu à peu de m'apercevoir que c'est le contraire qui s'est passé: c'est la paix, faisant suite à la défaite de l'Allemagne nazie, qui a rendu possible, en cinquante ans, la construction de cette Europe actuelle du fric et des cléricaux, de ce nouveau saint-empire-romain germanique élargi aux «*marches*».

Mais si, malgré le «non» des Français et le «non» des Néerlandais, cette constitution dégueulasse était imposée aux 25-27, il est malheureusement prévisible que «*leur*» Europe totalitaire finirait par exploser. «*Malheureusement*» car il est probable que cela se produise alors comme pour la Yougoslavie et favorise un simple retour à de vieilles formes de barbarie. Boujour les dégâts! Bonjour la paix!

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.
Verser à: Mme PESTEL-HEBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HEBERT
